



27-07-2012

L'Europe des peuples contre l'Europe du capital

Des luttes d'envergure ont lieu dans plusieurs pays de l'union européenne. En Espagne où des centaines de milliers de manifestants refusent les différents plans de rigueur prévus et soutiennent les mineurs en grève depuis plus de 60 jours.

En Grèce, au Portugal, en Italie, en Belgique, les luttes se développent contre les différents plans d'austérité appliqués par les gouvernements pour la plupart sociaux-démocrates afin d'augmenter le taux de profit capitaliste. En Angleterre des grèves sont annoncées à l'ouverture des J.O. par les gardes-frontières, les cheminots, les conducteurs de bus et de métro.

Il devient urgent de sortir de la spirale capitaliste de toujours plus de recherche de profit en « abaissant le coût du travail » et en « augmentant la compétitivité ».

Ce sont les salariés et leurs familles qui paient le prix de cette course effrénée au profit dans laquelle l'Europe est engagée avec l'aide inconditionnelle des gouvernants en place.

La seule voie est de s'attaquer à la domination du capital en fédérant aujourd'hui les luttes au niveau européen sans attendre le mois d'octobre comme le prévoit la C.E.S.

Depuis 1999 la C.G.T. est adhérente à la C.E.S. dont la vocation première devrait être la défense des travailleurs européens. Le « dialogue social » voulu par les centrales syndicales et le patronat, le réformisme social-démocrate freinent l'action et ce n'est pas un calendrier de réunions décidé à la « conférence sociale » de mi-juillet qui changera le fond des problèmes cruciaux que subissent les salariés. Les syndicats se prêtent au show médiatique et se félicitent de la démarche gouvernementale.

Dans cette période, il est primordial de développer les luttes car seul le combat de plus en plus fort et massif les fera reculer. Ce ne sont pas les discussions de salons qui arrêteront le capital dans sa recherche d'accumulation de profits.

Le Medef se réjouit des positions du nouveau gouvernement et de l'intégration des centrales syndicales. Il poursuit ainsi son vieil objectif de l'association « Capital-Travail »

La C.E.S. est intégrée à une construction européenne capitaliste en liaison avec le patronat et les gouvernements européens.

Le capitalisme européen veut aller beaucoup plus loin pour élever son

taux de profit. Pour être « compétitif » il doit baisser le plus vite possible le « coût du travail » en accélérant l'exploitation des salariés.

Les mesures d'aides annoncées à la filière automobile par le ministre du « redressement productif » en sont l'exemple concret. L'objectif est de faire payer au peuple les licenciements programmés par les constructeurs automobiles, équipementiers et sous-traitants alors que ceux-ci ont touché des milliards d'euros de cadeaux et de subventions sous différentes formes. Il est temps d'exiger la restitution de ces milliards qui ont conduit au pillage industriel et gavé les actionnaires. L'industrie doit être maîtrisée par le peuple pour son développement.

Face à la situation, seul notre parti « Communistes » appelle à développer les luttes en France et en Europe, contre l'exploitation capitaliste, pour une propriété sociale des moyens de production et d'échange.

www.sitecommunistes.org